

CRISE DU LOGEMENT, LUTTE CONTRE LA VIE CHÈRE... LA FACTURE SALÉE DEPUIS 2017

Attendre des années un logement social. Compter chaque centime avant de faire ses courses. Hésiter à allumer le chauffage l'hiver. Passer l'été dans un appartement qui ne descend plus sous les 30 degrés...
Voilà le quotidien de millions de nos concitoyens qui risquent de s'aggraver avec le dérèglement climatique...

**15 millions
de personnes**
touchées par
la crise du logement

0 €
de contribution
de l'État au Fonds
national d'aides
à la pierre

**3 millions
de ménages**
en attente d'un logement
social, + **35 %** depuis 2017

- 18 %
La baisse moyenne
du nombre de
logements sociaux agréés
par an depuis 2017

**11 millions
de personnes**
victimes de la précarité
énergétique



700 000 passoires thermiques
qui pourraient être maintenues ou remises en
location, sur la base de simples engagements
de travaux dont le contrôle resterait totalement
incertain (projet de loi « visant la relance et
la décentralisation du logement »)





Toujours les mêmes recettes inefficaces...

Depuis 2017, le cap n'aura donc jamais changé : réduire la dépense publique consacrée aux familles et au logement social et miser toujours davantage sur le marché, avec les résultats que l'on connaît... Baisse des APL, ponction sur les organismes HLM avec la RLS, dispositifs fiscaux comme le Pinel hier ou le « Jeanbrun », assouplissement des normes DPE... Le nouveau projet de loi logement qui sera discuté à l'Assemblée Nationale, s'inscrit dans cet esprit.

POUR DES ACTES À LA HAUTEUR DE LA CRISE !

Le logement social s'en porte-t-il mieux ?
La réponse est évidemment non.

À l'approche des élections des représentants des locataires, puis des échéances présidentielles et législatives, la CNL porte des exigences claires pour améliorer concrètement la vie des habitants et locataires HLM :

Une sécurité sociale du logement pour protéger contre le risque d'expulsion et garantir à toutes et tous un logement digne et abordable.

Une rénovation massive des logements parce qu'on ne gagnera pas la bataille climatique en laissant des millions de personnes vivre dans des passoires l'hiver et des bouilloires l'été.

Le renforcement de la loi SRU pour obliger les communes réfractaires à construire du logement social.

Le renforcement de la démocratie locative pour mieux associer les locataires HLM aux décisions qui les concernent.

Le blocage des prix des produits de première nécessité et la gratuité des premiers mètres cubes d'eau, parce que les biens indispensables à la vie quotidienne ne peuvent devenir des variables d'ajustement des budgets des familles.

Une sécurité sociale de l'alimentation pour permettre à toutes et tous de manger sainement, indépendamment de son niveau de revenu.

Notre pays avait fait un choix immense après-guerre : **ne plus laisser chacun seul face à la maladie, à la vieillesse ou aux accidents de la vie**. C'était là l'esprit originel de la Sécurité sociale issue du Conseil national de la Résistance. Le moment est venu de prolonger cette histoire.

AVEC LA CNL, MOBILISONS-NOUS POUR DE NOUVELLES CONQUÊTES SOCIALES



Confédération Nationale du Logement
8 rue Mériel, BP 119, 93104 Montreuil
01 48 57 04 64 - cnl@lacnl.com

